

SUR ISRAËL, LES PRÉMONITIONS AU VITRIOL DE RAYMOND ARON

Il était plus facile il y a quelques décennies de critiquer en France la politique de Tel-Aviv qu'aujourd'hui. Les analyses de Raymond Aron, chroniqueur à *L'Express* et au *Figaro*, incisives et dénuées de tout sentimentalisme vis-à-vis de sa judaïté, tranchent avec le tropisme pro-israélien actuel des médias dominants.

Raymond Aron est à la mode. Le penseur libéral, l'universitaire doublé d'un éditorialiste influent par ses éditoriaux dans *Le Figaro* puis dans *L'Express*, des années 1950 à 1980, a été convoqué à l'occasion du quarantième anniversaire de sa disparition par des médias de droite à la recherche des références intellectuelles qui leur manquent dans la production actuelle: «*un maître pour comprendre les défis d'aujourd'hui*», «*un horizon intellectuel*», «*un libéral atypique*».

Curieusement, les prises de position les plus incisives de son œuvre journalistique, à savoir celles consacrées à Israël et à la Palestine, sont absentes des injonctions à «*relire Raymond Aron*». Elles n'en restent pas moins d'une actualité brûlante.

On comprend cette gêne si on les relit, effectivement. Certaines de ces idées, exprimées dans une presse de droite par un homme de droite d'origine juive, le feraient classer en 2024 comme «*antisioniste*» (voire pire) par des médias et des «*philosophes*» de plateaux télé qui se contentent de paraphraser le narratif israélien.

C'est une véritable réflexion qui se déclenche le 27 novembre 1967, à la suite de la célèbre conférence de presse du général de Gaulle dénonçant, après la victoire éclair d'Israël et l'occupation des territoires palestiniens: «*les Juifs (...) qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur*». Chaque mot de cette déclaration «*aberrante*» choque Raymond Aron. En accusant «*les Juifs*» éternels et non l'État d'Israël, de Gaulle réhabilite, écrit-il, un antisémitisme bien français: «*Ce style, ces adjectifs, nous les connaissons tous, ils appartiennent à Drumont, à Maurras, non pas à Hitler et aux siens*».

INTERROGATIONS SUR LE CONCEPT DE «PEUPLE JUIF»

Mais Aron, en vrai philosophe, ne saurait s'arrêter là: «*Et maintenant, puisqu'il faut discuter, discutons*», écrit-il dans *Le Figaro*. Il se lance alors dans une étude socio-historique, adossée à une auto-analyse inquiète qui n'a pas vieilli. Quel rapport entre ses origines et l'État d'Israël? L'obligent-elles à un soutien inconditionnel? Et d'ailleurs qu'est-ce qu'être juif? Ces questions parfois sans réponse définitive, on les trouve dans un ouvrage qui rassemble ses articles du *Figaro* (1) puis, plus tard, dans ses *Mémoires* (2) publiées l'année de sa mort, en 1983, et enfin dans un livre paru récemment qui comporte, lui, tous ses éditoriaux de *L'Express* (3).

Les citations de cet article sont extraites de ces trois livres.

Et d'abord, qu'est-ce que ce «*peuple*» juif comme le dit le président de la République, commence par se demander Raymond Aron. Il n'existe pas comme l'entend le sens commun, répond-il, puisque «*ceux qu'on appelle les Juifs ne sont pas biologiquement, pour la plupart, les descendants des tribus sémites*» de la Bible. «*Je ne pense pas que l'on puisse affirmer l'existence objective du "peuple juif" comme celle du peuple français. Le peuple juif existe par et pour ceux qui veulent qu'il soit, les uns pour des raisons métahistoriques, les autres pour des raisons politiques*». Sur un plan plus personnel, Aron se rapproche, sans y adhérer complètement, de la fameuse théorie de son camarade de l'*École normale supérieure*, Jean-Paul Sartre, qui estimait qu'on n'était juif que dans le regard des autres. L'identité n'est pas une chose en soi, estime-t-il, avec un brin de provocation:

«Sociologue, je ne refuse évidemment pas les distinctions inscrites par des siècles d'histoire dans la conscience des hommes et des groupes. Je me sens moins éloigné d'un Français antisémite que d'un Juif marocain qui ne parle pas d'autre langue que l'arabe...».

Mais c'est pour ajouter aussitôt: «*Du jour où un souverain décrète que les Juifs dispersés forment un peuple "sûr de lui et dominateur", je n'ai pas le choix*». Cette identité en creux ne l'oblige surtout pas à soutenir une politique. Aron dénonce «*les tenants de l'Algérie française ou les nostalgiques de l'expédition de Suez qui poursuivent leur guerre contre les Arabes par Israël interposé*». Il se dit également gêné par les manifestations pro-israéliennes qui ont eu lieu en France en juin 1967: «*Je n'aimais ni les bandes de jeunes qui remontaient les Champs-Élysées en criant: "Israël vaincra", ni les foules devant l'ambassade d'Israël*». Dans ses Mémoires, il va plus loin en réaffirmant son opposition à une double allégeance :

«Les Juifs d'aujourd'hui ne sauraient éluder leur problème: se définir eux-mêmes Israéliens ou Français; Juifs et Français, oui. Français et Israéliens, non - ce qui ne leur interdit pas, pour Israël, une dilection particulière».

Cette «*dilection*», il la ressent émotionnellement. Lui qui en 1948 considérait la création de l'État d'Israël comme un «*épisode du retrait britannique*» qui «*n'avait pas éveillé en lui la moindre émotion*», lui qui n'a «*jamais été sioniste, d'abord et avant tout parce que je ne m'éprouve pas juif*», se sentirait «*blessé jusqu'au fond de l'âme*» par la destruction d'Israël. Il confesse toutefois: «*En ce sens, un Juif n'atteindra jamais à la parfaite objectivité quand il s'agit d'Israël*». Sur le fond, il continue de s'interroger. Son introspection ne le prive pas d'une critique sévère de la politique israélienne, puisqu'Aron ne se sent aucune affinité avec les gouvernements israéliens: «*Je ne consens pas plus aujourd'hui qu'hier à soutenir inconditionnellement la politique de quelques hommes*».

LE REFUS D'UN SOUTIEN «INCONDITIONNEL»

Cette politique va jusqu'à le révulser. Il raconte comment il s'emporte, au cours d'un séminaire, contre un participant qui clame: «*La raison du plus fort est toujours la meilleure*». Le digne professeur explose: «*Contre mon habitude, je fis de la morale avec passion, avec colère. Cette formule... un Juif devrait avoir honte de la prendre à son compte*». Mais en général, le philosophe-journaliste reste attaché à une analyse froide des réalités du moment. Raymond Aron n'oublie pas qu'Israël est aussi un pion dans la géopolitique de la guerre froide: «*S'il existe un "camp impérialiste" (face à l'URSS), comment nier qu'Israël en fasse partie?*». Puis: «*Dans le poker de la diplomatie mondiale, comment le nier? Israël, bon gré mal gré, est une carte américaine*».

Il pousse loin le principe de la «*déontologie*» intellectuelle. S'il juge qu'en 1967, Israël a été obligé d'attaquer, il peut être bon, pour le bien de la paix régionale, qu'il perde quelques batailles: «*Je jugeai normale l'attaque syro-égyptienne de 1973*», écrit-il, ajoutant même: «*Je me réjouis des succès remportés par les Égyptiens au cours des premiers jours*», car ils permettraient au président Anour El-Sadate de faire la paix.

Mais Aron reste tout de même sceptique devant l'accord de 1978 entre Menahem Begin et Sadate à Camp David, simple «*procédure*» qu'il «*soutient sans illusion*» car il lui manque le principal: elle ne tient pas compte du problème «*des colonies implantées en Cisjordanie*». En 1967 (rejoignant, cette fois, les prémonitions du général de Gaulle, dans la même conférence), il décrit l'alternative à laquelle Israël fait face: «*Ou bien évacuer les territoires conquis... ou bien devenir ce que leurs ennemis depuis des années les accusent d'être, les derniers colonisateurs, la dernière vague de l'impérialisme occidental*». L'impasse est totale, selon lui: «*Les deux termes semblent presque également inacceptables*» pour Tel-Aviv.

Ce pessimisme foncier s'exprime dans ses articles écrits pour *L'Express* dans les dernières années de sa vie. En 1982, il salue la portée «*symbolique*» et la «*diplomatie précise*» de François Mitterrand, qui demande devant le parlement israélien un État pour les Palestiniens, en échange de leur reconnaissance d'Israël. Tout en restant lucide: «*Mitterrand ne convaincra pas Begin, Reagan non plus*». Selon lui, écrit-il toujours en 1982, Israël n'acceptera jamais de reconnaître l'*Organisation de libération de la Palestine* (O.L.P.) comme seul représentant des Palestiniens. Dix ans plus tard, les accords d'Oslo connaîtront finalement l'échec que l'on sait, et Israël facilitera la montée du Hamas, dans le but d'affaiblir l'O.L.P.

L'invasion du Liban par Israël en 1982, le départ de Yasser Arafat et de ses combattants protégés par l'armée française donnent encore l'occasion à Raymond Aron de jouer les prophètes: même si l'O.L.P. devient «*exclusivement civile (...), d'autres groupements reprendront l'arme du terrorisme (...). L'idée d'un État palestinien ne disparaîtra pas, quel que soit le sort de l'O.L.P.*».

En septembre, il commente ainsi les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila par les phalangistes libanais, protégés par l'armée israélienne:

«Israël ne peut rejeter sa responsabilité dans les massacres de Palestiniens (...). Pendant les trente-trois heures de la tuerie, des officiers de Tsahal ne pouvaient ignorer ce qui se passait dans les camps».

Et les prédictions d'Aron, en décembre de la même année, résonnent singulièrement aujourd'hui. À l'époque, le terme d'apartheid est encore réservé à l'Afrique du Sud. Le philosophe évoque un autre mot et une autre époque:

«D'ici à la fin du siècle, il y aura autant d'Arabes que de Juifs à l'intérieur des frontières militaires du pays. Les Juifs porteront les armes, non les Arabes. Les cités grecques connaissaient cette dualité des citoyens et des métèques. Faut-il croire au succès de la reconstitution d'une cité de ce type au 20^e siècle?».

Oui, il faut relire Raymond Aron.

Pierre PRIER.